

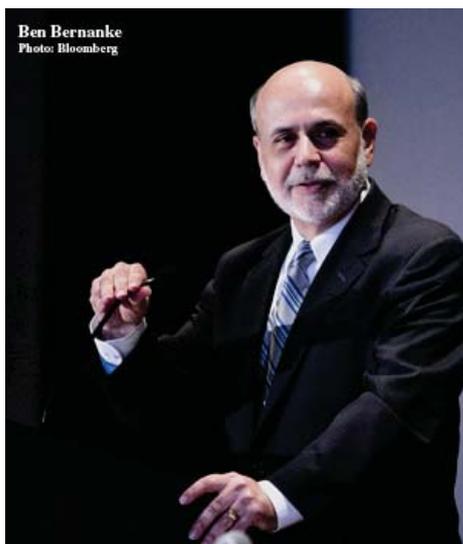
Ben Bernanke joue la carte de la prudence

Le patron de la Fed a rappelé que la fin du QE à la mi-2014 n'était pas du tout garantie

par SOLENN POULLENNEC

Lors de son intervention devant les députés américains hier, le président de la banque centrale américaine, Ben Bernanke, s'est efforcé de tempérer les ardeurs du marché qui avait vu les taux américains remonter significativement après l'annonce d'un possible ralentissement du programme d'assouplissement quantitatif (QE). Le banquier central a expliqué une nouvelle fois que le rythme des achats d'actifs pourrait ralentir d'ici à la fin 2013 pour être stoppé au milieu de 2014. Cependant, il a pris soin de souligner que ce scénario est susceptible d'être révisé en fonction de l'évolution de l'économie.

[Suite p.2](#)



Ben Bernanke
Photo: Bloomberg

► Barclays sanctionné aux Etats-Unis

PAR AMÉLIE LAURIN

La banque britannique écope de près de 490 millions de dollars d'amendes et pénalités. La commission fédérale de régulation de l'énergie lui reproche d'avoir manipulé les cours de l'énergie dans l'Ouest américain, pour protéger les paris de ses traders.

[Suite p.9](#)

Le post-marché poursuit sa mue en Europe

Les chambres de compensation EMCF et EuroCCP ont entamé une nouvelle étape dans leur rapprochement en signant officiellement leur accord destiné à créer un champion européen de la compensation d'actions d'ici à la fin de l'année. Avec LCH.Clearnet passé dans son giron, le [London Stock Exchange](#) compte quant à lui concurrencer [Clearstream](#) et Euroclear.

[Suite p.3](#)

Vivarte mise gros sur sa saison d'été

Le groupe d'habillement a cassé ses covenants sur 2,8 milliards d'euros de dette à fin mai, mais connaît de meilleures ventes depuis juin. Un nouveau bilan avec les créanciers sera fait fin août, mois de clôture des comptes annuels. Pour l'heure, [Vivarte](#) et son actionnaire Charterhouse écartent toute restructuration de dette ou changement de stratégie.

[Suite p.5](#)

60 SECONDES

DERNIÈRE HEURE

■ Le tassement du marché mondial du PC fait le malheur d'Intel [p.16](#)

ECONOMIE ET MARCHÉS

■ La BoE vote unanimement contre une reprise des rachats d'actifs [p.2](#)

■ L'Eonia et l'Euribor se redressent [p.4](#)

EMETTEURS

■ Les entreprises françaises font la course en tête pour l'actionnariat salarié [p.5](#)

■ Novartis profite provisoirement du retard de son concurrent Ranbaxy Laboratories [p.6](#)

■ RCS Media attend un nouveau pacte d'actionnaires après sa levée de fonds [p.6](#)

INDUSTRIE FINANCIÈRE

■ Bank of America serre les coûts pour rester dans la course [p.9](#)

■ Les banques refusent de transférer les comptes en déshérence à la CDC [p.10](#)

■ Paris et Bruxelles discutent de l'avenir du Crédit immobilier de France [p.10](#)

L'ESSENTIEL

■ Fitch sanctionne les banques françaises après la France [p.13](#)

■ Des « vents contraires » font trembler eBay [p.13](#)

■ Le AAA de la Suède confirmé par Fitch [p.13](#)

■ La Maif reprend espoir contre IBM [p.13](#)

■ Un milliard d'euros pour un parc d'immeubles parisiens de prestige [p.13](#)

■ Londres doit s'activer pour la croissance, selon le FMI [p.13](#)

■ Nelson Peltz sur tous les fronts [p.14](#)

■ Axa PE en passe de s'inviter au capital d'Elior [p.14](#)

■ L'aide à la Grèce est financée jusqu'à l'été 2014 [p.14](#)

■ L'UE enquête sur le transfert de réseaux à Numericable [p.14](#)

■ Monsanto dépose les armes en Europe [p.14](#)

■ L'Assemblée entérine la réforme bancaire [p.14](#)

■ BHP enregistre une production record de minerai de fer [p.14](#)

■ Le FMI appelle Pékin à presser le pas des réformes [p.14](#)

■ Le taux du Livret A vers 1,25% [p.14](#)

La BoE vote unanimement contre une reprise des rachats d'actifs

Les partisans de la poursuite d'une politique d'assouplissement quantitatif ont préféré attendre que la banque centrale clarifie sa communication sur les taux

par STÉPHANIE SALT, À LONDRES

La politique de rachats d'actifs ne semble plus être l'option préférée de la Banque centrale d'Angleterre pour soutenir l'économie, selon les minutes publiées hier par la BoE. A la surprise des observateurs, l'ensemble des neuf membres du comité de politique monétaire (CPM), y compris le tout nouveau gouverneur Mark Carney dont on attendait un soutien à la poursuite du QE, ont voté début juillet à l'unanimité contre une reprise de ce programme dont la taille reste inchangée à 375 milliards de livres. Le maintien du taux directeur à 0,5% a également reçu l'adoubement de l'ensemble des membres. Une décision qui a fait grimper la livre sterling contre le dollar et surtout l'euro.

Les résultats de cette réunion ont surpris les analystes qui pariaient pour une issue semblable à celle observée depuis février, où trois des neuf membres

du CPM, y compris l'ancien gouverneur de la BoE Mervyn King, avaient voté en faveur de la poursuite de ce programme. La décision de David Miles, qui a voté pour le prolongement du programme à hauteur de 25 milliards durant tous les meetings depuis novembre 2012, et celle de Paul Fisher, de changer leurs votes apparaît cependant beaucoup plus tactique que

Mark Carney crée le consensus

philosophique. «*Une expansion du programme d'achat d'actifs reste un moyen de stimuler l'activité mais le comité aura à examiner d'autres options dans le courant du mois, et il est donc raisonnable de ne pas décider une expansion à cette réunion*» peut-on lire dans les minutes.

Les traditionnels partisans de la

poursuite du programme de QE ont donc préféré attendre les propositions de la BoE en matière de «*forward guidance*» ou orientation future sur les taux d'intérêts, qui seront dévoilés le 7 août prochain en même temps que la publication du rapport trimestriel sur l'inflation, avant de faire réapparaître leurs divergences.

Cette politique de communication sur l'orientation des taux, mise en œuvre dès 2009 par Mark Carney au sein de la Banque du Canada, est considérée comme un moyen alternatif de permettre une relance de l'activité. La prochaine décision monétaire sera annoncée le 1er août prochain. Mais pour un certain nombre d'analystes, la prolongation du programme de rachats d'actifs reste improbable cette année. Et sans doute aussi l'an prochain.

2

Ben Bernanke joue la carte de la prudence

Suite de la première page

par SOLENN POULLENNEC

Ben Bernanke a réitéré le diagnostic établi mi-mai. Si le marché du travail continue de se redresser, la croissance de se renforcer et l'inflation de converger vers l'objectif de 2%, alors le comité de politique monétaire pourra diminuer le montant de ses achats d'actifs mensuels. Si cette tendance positive se confirme ensuite, les achats pourront être stoppés «*autour du milieu de l'année*» 2014. Cependant, le patron de la Fed a bien souligné que «*les achats d'actifs dépendent des développements économiques et ne sont d'aucune façon déterminés à l'avance*».

Aux yeux de l'économiste de **BNP Paribas**, Julia Coronado, le témoignage de Ben Bernanke devant la Chambre des représentants «*envoie un signal très colombe*». L'économiste fait valoir que le banquier central a particulièrement insisté sur le risque que représenterait une faible inflation pour l'économie américaine «*par exemple en augmentant le coût des investissements*

en capital et en accroissant les risques de déflation».

L'économiste argue aussi du fait que Ben Bernanke s'est inquiété de l'effet éventuel que pourraient avoir sur la croissance une politique budgétaire restrictive ou encore des débats politiques houleux, notamment sur le plafond de la dette. Pointant du doigt le chiffre de la croissance au deuxième trimestre, l'économiste assure «*qu'une Fed dépendante des données macroéconomiques ne réduira certainement pas le montant de ses achats d'actifs en septembre*». Selon le «*livre beige*» publié hier l'économie américaine a crû à un rythme modeste voir modéré par rapport à la dernière enquête dont les résultats ont été publiés en juin.

Les investisseurs ont semblé-ils aussi interprété ces déclarations comme très accommodantes. Les titres d'Etat américains à 5 et 10 ans se détendaient respectivement de 6 et 5 points de base hier après-midi. «*Cette intervention ne contredit pas, pas plus qu'elle ne*

soutient l'idée d'une réduction des achats d'actifs en septembre», estime de son côté Rob Carnell, économiste chez ING. «*Une fois de plus, on nous a rappelé que l'attente pourrait être longue entre la fin du QE, quelque part l'année prochaine selon les prévisions de la Fed, et le début d'une augmentation du taux des Fed funds*».

Ben Bernanke a de fait encore expliqué que «*le comité de politique monétaire ne considérerait pas un taux de chômage à 6,5% comme une raison suffisante pour augmenter les taux des Fed funds si l'inflation devait rester longtemps en dessous de l'objectif de long terme*». Au regard de ces déclarations et de ses projections, l'économiste de **Barclays**, Michael Gapen, s'attend à des hausses progressives de taux à partir du premier trimestre 2015. Quant à la réduction du rythme des achats d'actifs, elle devrait selon lui intervenir, dès septembre.

La consolidation dans le secteur de la compensation en Europe se poursuit

EuroCCP et EMCF espèrent toujours avoir terminé leur rapprochement pour lancer une nouvelle chambre actions d'ici à la fin de l'année

par SOLENN POULLENNEC

Les chambres de compensation EMCF et EuroCCP ont entamé une nouvelle étape dans leur rapprochement en signant officiellement leur accord destiné à créer un champion européen de la compensation d'actions. Cette opération illustre les bouleversements qui affectent l'univers du post-marché en Europe aujourd'hui.

EMCF, détenu par [ABN Amro](#) et Nasdaq OMX, avait annoncé son rapprochement avec la filiale de DTCC (Depository Trust and Clearing Corporation) en mars dernier. Les opérateurs doivent désormais obtenir l'aval des autorités de la concurrence britannique et des régulateurs des Pays-Bas, où sera installée la future chambre. «Si nous obtenons le feu vert, nous pourrions terminer l'opération d'ici à la fin de l'année», explique Jan Booij, PDG d'EMCF.

La nouvelle chambre travaillera avec treize places de marché différentes. Elle

devra s'adapter à la régulation européenne sur le secteur. Jan Booij explique qu'à ce stade, il est trop tôt pour déterminer s'il sera nécessaire de lever du capital pour répondre aux exigences de Bruxelles. La chambre sera détenue à parts égales par [ABN Amro](#), Nasdaq OMX, DTCC mais aussi Bats Chi-X Europe. L'actionnariat équilibré va de pair avec l'idée de créer une entité

Le LSE veut concurrencer Euroclear et Clearstream

n'ayant pas pour but de maximiser ses profits.

EuroCCP et EMCF assurent que leur rapprochement répond à la demande des utilisateurs et leur permettra de réduire leurs coûts comme leurs besoins de collatéral. Ils défendent aussi les bénéfices d'une «concurrence soutenable». Les deux opérateurs ont contribué à la concurrence et à la baisse

drastique des prix sur le marché de la compensation actions. Celle-ci a été encore renforcée par les accords d'interopérabilité qu'ils ont signés pour laisser compenser des actions de différentes plates-formes sur différentes chambres. Jan Booij espère «qu'au final les Bourses ouvriront leur marché à la nouvelle chambre» et n'exclut pas l'élargissement de l'offre à d'autres actifs que les actions.

Le post-marché subit de profonds bouleversements sous l'effet de la régulation sur les chambres et les produits dérivés, LCH.Clearnet est passé dans le giron du [London Stock Exchange](#). La Bourse compte lancer un dépositaire central de titres au Luxembourg pour concurrencer Euroclear et [Clearstream](#). Ces deux dépositaires viennent par ailleurs de signer un partenariat avec Eurex Clearing pour améliorer leur offre de gestion du collatéral.

3

EXCLUSIF

Découvrez les Panels Interactifs



- ▶ Taux
- ▶ Actions
- ▶ Devises
- ▶ Crédits
- ▶ Allocations

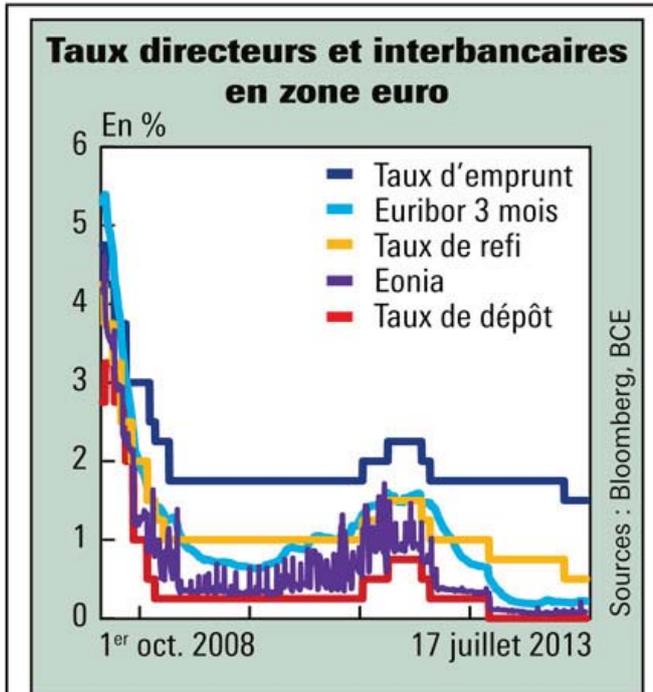
Créez votre propre panel à l'aide des prévisions de nos panélistes sur les données des marchés

A découvrir sur www.agefi.fr/panels-interactifs

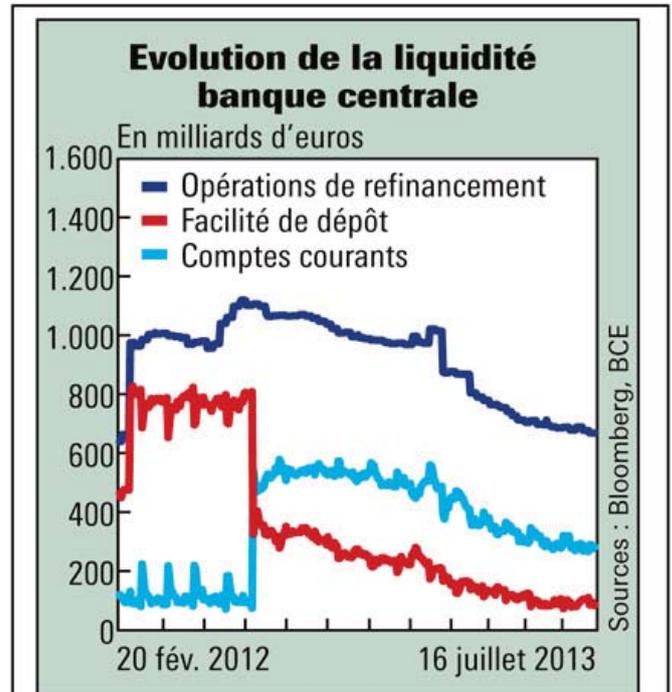
L'AGEFI

L'Eonia et l'Euribor se redressent

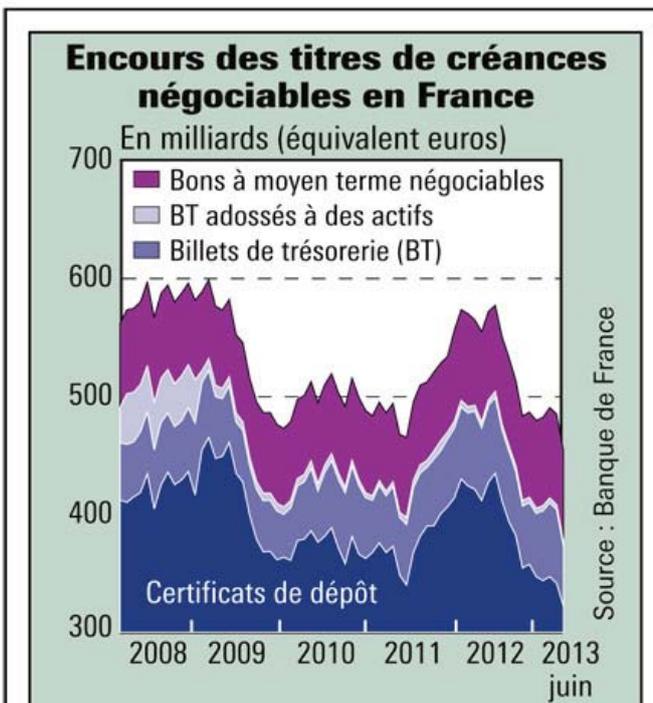
Chaque jeudi, L'Agefi livre ses indicateurs clés de crédit pour suivre l'évolution des marchés. Cette semaine : le marché monétaire



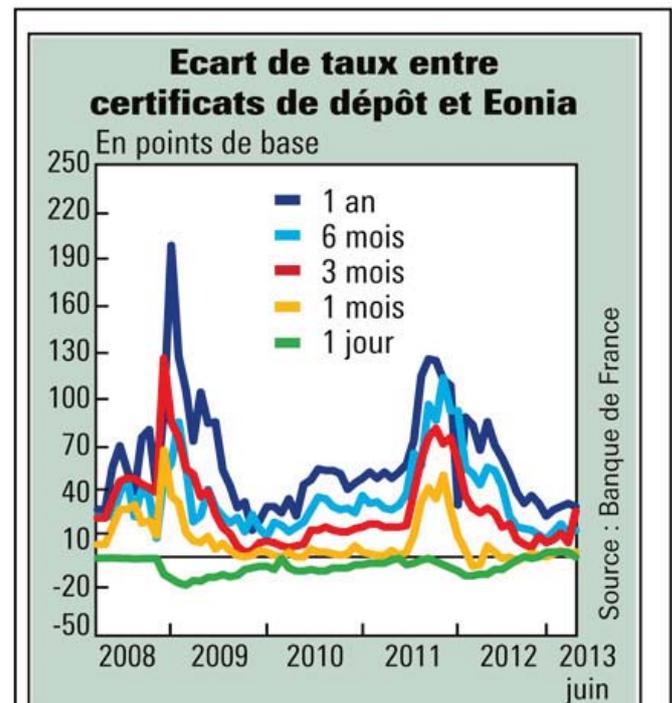
La BCE a révolutionné sa communication en juillet en usant de « forward guidance » pour tenter de maintenir les taux au plus bas.



A ce jour, ce sont respectivement 208,2 et 104,5 milliards d'euros qui ont été remboursés des opérations LTRO 1 et 2.



Le montant des titres de créances négociables a diminué de 483 à 453 milliards d'euros entre les mois de mai et juin.



L'écart de taux entre les certificats de dépôt et l'Eonia s'est sensiblement écarté à trois mois à 29 points de base.

Vivarte joue gros sur sa saison d'été

Le groupe d'habillement a brisé ses covenants à fin mai, mais compte sur l'embellie des ventes observée depuis pour éviter une restructuration de dette

par ALEXANDRE GARABEDIAN

Après un printemps pourri, **Vivarte** mise sur l'embellie estivale. Le groupe multimarque d'habillement et de chaussures, détenu par le fonds Charterhouse depuis 2007, a indiqué le 15 juillet à ses créanciers lors d'une conférence téléphonique qu'il avait brisé fin mai certains ratios d'endettement maximum dans les clauses de ses prêts bancaires (covenants). «Cela ne remet absolument pas en cause la stratégie menée par le management du groupe à moyen terme ni la capacité à faire face à ses échéances financières» ont assuré hier **Vivarte** et Charterhouse dans un communiqué commun, pour démentir l'idée d'une restructuration de dette.

Pénalisée par des mois de mars et mai très pluvieux, l'activité s'est redressée en juin et début juillet, et les ratios d'endettement du groupe aussi. A la mi-juillet, les ventes restent en recul de 2,5%

sur un an, mais la contraction atteignait 4,6% à la même période de l'an dernier. Le nouveau patron Marc Lelandais, qui a succédé à Georges Plassat en 2012, «a largement endigué la baisse des ventes», note un proche du groupe. Certaines marques comme Kookaï ou Caroll sont dans le vert sur l'année, alors que d'autres, telle la Halle aux Vêtements, souffrent toujours.

600 millions d'euros de trésorerie

Vivarte joue cependant gros d'ici à fin août, date de clôture de ses comptes annuels en exercice décalé. Septembre sonnera l'heure d'un nouveau bilan avec les créanciers, et des décisions devraient être prises si l'embellie constatée depuis juin ne se confirme pas. A ce stade, Charterhouse n'a aucunement l'intention d'injecter des fonds propres dans la

société en raison du bris de covenants, alors que Reuters évoquait mardi des montants de 10 à 15 millions d'euros. «Cela n'aurait aucun sens alors que l'entreprise dispose de 600 millions d'euros de trésorerie», poursuit la source.

Si la dette représente 6,3 fois l'Ebitda contre un plafond fixé à 6,05 fois, **Vivarte** n'est pas non plus pris à la gorge. Ses prochaines échéances significatives sont de 320 millions en 2015 et 392 millions en 2016, selon Bloomberg. La maturité de 2 milliards de dette a été repoussée il y a un an jusqu'en 2018.

Les rumeurs récurrentes de scission ne cadreraient pas non plus avec la nouvelle stratégie de Marc Lelandais. La distinction périphérie / centre ville et chaussures / vêtements est devenue obsolète. Le nouveau patron, qui promeut une montée en gamme, raisonne davantage en distinguant l'offre grand public et les marques.

Les entreprises françaises font la course en tête pour l'actionnariat salarié

Une étude de Debory-Eres montre que la France se distingue en Europe pour les grands groupes cotés. Mais les volumes plafonnent

par BRUNO SILLARD

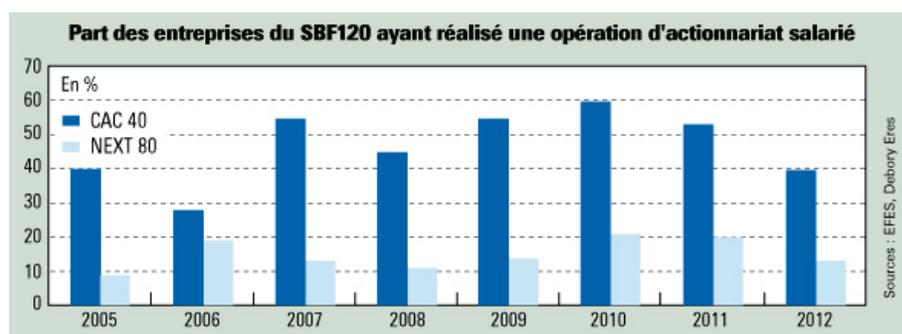
Debory-Eres, une plate-forme indépendante publie une étude sur l'actionnariat salarié des entreprises du SBF 120 de 2005 à 2012, s'appuyant sur des données publiques et des informations issues de l'EFES (Fédération européenne de l'actionnariat salarié). Une première constatation à la lecture du rapport, la France fait toujours la course en tête en 2012 au niveau européen en matière d'actionnariat salarié collectif (49,1% devant la Suède avec 39,9%, et 28,2% pour l'Europe). Mais ce leadership masque une hétérogénéité des situations et, avec la crise, le nombre d'actionnaires salariés en Europe a cessé d'augmenter en 2012. Il est resté stable en France.

Dans le détail, 13% des entreprises du SBF120 (25% du CAC 40) ont une très forte culture d'actionnariat salarié : plus de 7% du capital est détenu par les salariés ou plus de 6 opérations ont été réalisées depuis 2005. Quelque 18%

(28% du CAC 40) ont une forte culture d'actionnariat salarié : moins de 7% du capital détenu par les salariés et entre trois et six opérations depuis 2005. Un gros tiers d'entre elles ont une volonté changeante ou fortement soumise aux aléas du marché, avec de 1 à 3 opérations depuis 2005. Et enfin 35% (10% du CAC 40) n'ont aucune culture d'actionnariat.

L'année 2012 confirme que 25% environ des entreprises du SBF 120 ont réalisé des opérations d'actionnariat salarié avec une plus forte proportion

dans les entreprises du CAC 40. Parmi ces dernières, depuis 2005, 47% en moyenne ont ouvert le capital à tous leurs salariés contre seulement 15% de leurs homologues du Next 80. Le mouvement est en perte de vitesse. En 2012, 23% des entreprises du SBF 120 (40% des entreprises du CAC 40 et 11% des entreprises du Next 80) ont ouvert le capital à l'ensemble de leurs salariés.



RCS Media attend un nouveau pacte d'actionnaires après sa levée de fonds

L'éditeur du Corriere della Sera a réussi à lever dans la douleur 410 millions. Fiat est de nouveau son premier actionnaire avec 20% du capital

par ALEXANDRE GARABEDIAN

RCS Media a réussi, dans la douleur, à renforcer ses fonds propres. Le groupe d'édition, notamment propriétaire du *Corriere della Sera* en Italie et d'*El Mundo* en Espagne, a pu cette semaine boucler un appel au marché de 410 millions d'euros qui conditionnait la restructuration de 600 millions d'euros de dette bancaire.

La transaction s'est révélée difficile, dans un marché européen où les volumes d'augmentation de capital avec droits préférentiels de souscription sont tombés en 2013 à leur plus faible niveau depuis huit ans selon Dealogic. Seulement 92,7% des actions ordinaires offertes ont été souscrites.

Les banques qui ont dirigé et garanti le placement - Banca Imi, Ubi Banca, Commerzbank, Mediobanca, BNP Paribas, Credit Suisse et Banca Akros - ont dû prendre la différence à leur compte.

Le groupe attend désormais un

nouveau pacte d'actionnaires pour remplacer l'actuel, qui arrive à échéance en mars 2014. Une réunion à ce sujet aura lieu fin juillet. Le nouveau tour de table est un peu plus éclaté à l'issue de l'augmentation de capital. Fiat, membre du pacte, est devenu à nouveau le premier actionnaire en doublant sa part à 20,5%. Il souhaite mettre en œuvre un accord qui garantisse une stabilité de la

Une dette encore très élevée

gouvernance, avec l'appui de l'assureur FonSai (5,6%) et d'Intesa Sanpaolo (6,5%). Mediobanca, elle aussi membre du pacte, souhaite au contraire avoir les mains libres: la banque milanaise est vendeuse de sa participation de 15,4% depuis qu'elle a annoncé en juin sa volonté d'abandonner [son activité historique de holding](#).

Fiat devra aussi composer avec Diego Della Valle, désormais troisième actionnaire avec près de 9% du capital de RCS. Volontiers provocateur, le patron de Tod's ne fait cependant pas partie du pacte actuel et s'en est pris récemment à John Elkann, président du constructeur automobile, coupable à ses yeux d'incarner un *establishment* italien dépassé.

Le nouveau tour de table aura fort à faire pour remettre RCS Media sur les bons rails. Le groupe italien, en perte de 510 millions l'an dernier, espère tripler son Ebitda d'ici à 2015 à 150 millions d'euros. Kepler Cheuvreux reste toutefois vendeur sur la valeur. *«Cela est dû à la faiblesse financière de l'entreprise, que l'augmentation de capital ne modifie pas en substance, avec une dette nette sur Ebitda 2014 ajusté de 9,7 fois, en excluant des cessions d'actifs»*, estime le courtier.

6

Novartis profite provisoirement du retard de son concurrent Ranbaxy Laboratories

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre s'établit en légère hausse tandis que le groupe croît sur les marchés émergents

par PHILIPPE BONNET

L'absence de feu vert des autorités pour le lancement d'un générique concurrent au Diovan a notamment permis au groupe pharmaceutique Novartis de faire quelque peu reluire ses résultats du deuxième trimestre. Aux Etats-Unis la mise sur le marché d'un générique concurrent du Diovan (médicament contre la pression artérielle dont le brevet a expiré en 2012) par l'indien Ranbaxy, fait en effet long feu. Cité par Reuters, un analyste de chez J.Safra Sarasin Bank a parlé de «bonne nouvelle» tout en faisant remarquer que le retard pris par la concurrence ne faisait que «reporter le problème sur 2014».

Globalement le numéro trois mondial du secteur peut se targuer au deuxième

trimestre d'un chiffre d'affaires en hausse de 1% à 14,5 milliards de dollars (11 milliards d'euros), un montant légèrement au-dessus de l'estimation des analystes.

Les nouveaux produits représentent un tiers des ventes du groupe et Novartis met en avant la forte progression de son traitement contre la sclérose en plaques (Gilenya) dont les ventes ont crû de 65%, tandis que celles de son anticancéreux Afinitor pointent à +76%. Ces nouveaux produits viennent compenser l'impact négatif des expirations de brevets.

Afin de relancer la machine, le groupe suisse compte aussi sur les marchés émergents ou en expansion, c'est-à-dire tous les marchés sauf les Etats-Unis, le Canada, l'Europe de l'Ouest, l'Australie, la Nouvelle Zélande et le Japon. A

l'exclusion de ces derniers donc, la hausse du chiffre d'affaires net du groupe sur ces marchés spécifiques est de 11% au deuxième trimestre soit une contribution de 26% au chiffre d'affaires net.

En Chine, l'ensemble du portefeuille de Novartis fait ressortir un chiffre d'affaires en hausse de 25% au deuxième trimestre contre 23% au premier, soit une tendance apparemment favorable. Sur la Russie et la Corée du Sud la croissance est également à deux chiffres.

Novartis insiste sur le «maintien constant d'une forte capacité d'innovation» en soulignant le potentiel de nouvelles molécules, notamment dans le traitement du psoriasis ou encore dans l'insuffisance cardiaque aiguë.

VIE DES SOCIÉTÉS

FRANCHISSEMENTS DE SEUIL:

LDLC.Com: Laurent Villemonte de la Clergerie a franchi en baisse le seuil de 25 % du capital et détient 24,44 % du capital et 29,43 % des droits de vote (10/07/13).

Ausy: Nextstage agissant pour le compte d fonds sous gestion a franchi en hausse, à titre de régularisation le seuil de 5 % du capital et détient 5,003 % du capital et 3,81 % des droits de vote (10/07/13).

Foncière des 6e et 7e arrondissement de Paris: **Allianz** SE a franchi en hausse, indirectement via les sociétés anonymes **Allianz** Vie et **Allianz** Iard qu'elle contrôle, les seuils de 25 % du capital et des droits de vote et détient 26,52 % du capital et des droits de vote (09/07/13).

Paris Hôtels Roissy Vaugirard a franchi en baisse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 1,14 % du capital et des droits de vote.

Cofitem-Cofimur a franchi en hausse directement et indirectement via la société Hôtelière de la Villette qu'elle contrôle, les seuils de 15 % du capital et des droits de vote et détient 16,79 % du capital et des droits de vote (08/07/13).

Covéa a franchi en hausse indirectement via les sociétés Covéa Coopérations et **MAAF** Santé qu'elle contrôle les seuils de 20 % et 25 % du capital et des droits de vote et détient 26,83 % du capital et des droits de vote (04/07/13).

Saint-Gobain: **Amundi** agissant pour le compte du FCPE Saint-Gobain PEG France dont elle assure la gestion, a franchi en hausse le seuil de 10 % des droits de cote et détient 6,77 % du capital et 10,04 % des droits de vote (09/07/13).

Sodexo: First Eagle IM agissant pour le

compte de fonds dont elle assure la gestion a franchi en baisse le seuil de 5 % des droits de vote et détient 3,65 % du capital et 4,96 % des droits de vote (09/07/13).

Aéroport de Paris: SOC a franchi en hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 8,00 % du capital et des droits de vote (09/07/13).

Neopost: **UBS AG** a franchi en hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 5,01 % du capital et des droits de vote (08/07/13).

Groupe Steria: **Amundi** agissant pour le compte du FCPE Groupe Steriactions dont elle assure la gestion a franchi en hausse le seuil de 15 % du capital et détient 15,15 % du capital et 18,87 % des droits de vote (08/07/13).

Remy Cointreau: Andromède, **Orpar** et **Recopart** et **Fine Champagne Investissement** ont franchi en hausse les seuils de 50 % du capital et 2/3 des droits de vote et détient 50,96 % du capital et 66,78 % des droits de vote (08/07/13).

Arkema: **Fonds Stratégie de Participations** a franchi en hausse les seuils de 5 % du capital et des droits de vote et détient 6,05 % du capital et 5,64 % des droits de vote (05/07/13).

Seb: **Fonds Stratégie de Participations** a franchi en hausse le seuil de 5 % du capital et détient 5,25 % du capital et 3,58 % des droits de vote (05/07/13).

Mauna Kea Technologies: Psilos Group Partners a franchi en baisse les seuils de 10 % du capital et 5 % du capital et des droits de vote et détient 2,55 % du capital et 1,91 % des droits de vote (04/07/13). **The Capital Group Companies** a franchi en hausse le seuil de

5 % du capital et détient 6,42 % du capital et 4,81 % des droits de vote (28/06/13).

OFFRES PUBLIQUES:

Aedian: dépôt d'un projet d'offre publique d'achat d'**Aubay** au prix de 6,80 € par action et de 1,64 € par BSAANE (10/07/13).

Hologram Industries: offre publique d'achat simplifiée de Surys, ouverte du 11/07 au 02/08/13 inclus (10/07/13).

Groupe Monceau Fleurs: projet d'offre publique d'achat simplifiée de Perceva Holding au prix de 0,63 € par action et 3,125 € par obligation convertible de nominal 12,50 € (25/06/13).

Sical: projet d'offre publique de retrait de Celta de concert avec Sofpo et Bernard Rossmann au prix de 20 € par action (20/06/13).

Foncière Dév. Logements: offre publique d'échange de Foncière des Régions par remise de 6 actions nouvelles Foncière des Régions à émettre pour 23 actions Foncière Développement Logements présentées ; offre ouverte le 27/06/13 (26/06/13).

GFI Informatique: projet d'offre publique d'achat simplifiée d'Infonin Participations au prix de 3,75 € par action, 5,25 € par Oceane et 0,35 € par BSAR (10/06/13).

Club Méditerranée: projet d'offre publique d'achat de Gaillon Invest au prix de 17 € par action et de 19,23 € (coupon détaché - Océanes) (30/05/13).

D'autres informations sur la vie des sociétés: 

ACTUALITE DES ENTREPRISES

Chiffre d'affaires

Carrefour: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013
Rémy Cointreau: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013
Hermès: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013
BioMérieux: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013
Virbac: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013
Manitou: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013
Pierre et Vacances: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013
Laurent Perrier: Chiffre d'affaires trimestriel le 18/07/2013
APRR: Chiffre d'affaires trimestriel le 19/07/2013

Résultats

Akzo Nobel: Résultats trimestriels le 18/07/2013
Ericsson: Résultats trimestriels le 18/07/2013
SAP: Résultats trimestriels le 18/07/2013
Nokia: Résultats trimestriels le 18/07/2013
Verizon: Résultats trimestriels le 18/07/2013
Microsoft: Résultats trimestriels le 18/07/2013
AMD: Résultats trimestriels le 18/07/2013

Electrolux: Résultats trimestriels le 19/07/2013
Scania: Résultats trimestriels le 19/07/2013
General Electric: Résultats trimestriels le 19/07/2013
Klépierre: Résultats trimestriels le 22/07/2013
Philips Electronics: Résultats trimestriels le 22/07/2013
Texas Instruments: Résultats trimestriels le 22/07/2013



"Your gateway to unconventional beta"

SCOR Global Investments SE | +33 1 53 64 65 26 www.scor-gi.com
Société de gestion agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP09000006



Le Cercle des états-majors

L'invité du Cercle des Etats-Majors

Pierre Pringuet

Directeur général
Pernod Ricard

Président de l'Afep
Association française des entreprises privées

jeudi 19 septembre 2013

à 19 heures

avec le soutien de

ERIC SALMON & PARTNERS

Deloitte.

CHRISTIE'S

Demandez votre invitation gratuite à fbellamari@agefi.fr

Barclays est de nouveau sanctionnée pour manipulation de marché

Après le scandale du Libor, la banque devra payer 490 millions de dollars aux Etats-Unis pour avoir influencé le cours de l'électricité

par AMÉLIE LAURIN

Évoquée par la banque en octobre dernier, la sanction est confirmée. [Barclays](#) et quatre de ses traders ont été condamnés mardi à 487,9 millions de dollars (372 millions d'euros) d'amendes et pénalités pour avoir manipulé le marché de l'électricité dans l'Ouest américain. La commission fédérale de régulation de l'énergie (Ferc) leur reproche d'avoir pris des positions, souvent à perte, pour modifier les cours dans un sens favorable aux paris pris par la banque, via des contrats de *swaps* (échange de taux). Ces faits, constatés de novembre 2006 à décembre 2008, auraient entraîné un préjudice de 139 millions de dollars.

La sanction prévoit le versement de 34,9 millions de dollars de profits indus à des programmes d'accès à l'énergie pour les ménages pauvres. La banque britannique devra aussi verser une amende de 435 millions. L'ancien patron de son activité de courtage d'énergie en

Amérique du Nord devra s'acquitter de 15 millions de dollars, et trois de ses *traders*, d'un million chacun.

Barclays dénonce une sanction sans fondement et un jugement partial. «*Nous estimons que notre courtage était légitime et en conformité avec la loi applicable*», a déclaré un porte-parole de la banque à Bloomberg. La banque n'est donc pas prête à battre sa coulpe, même si

Barclays refuse la sanction

sa nouvelle direction a publié récemment un rapport interne pointant les mauvaises pratiques d'un groupe mené par des cadres trop grassement payés.

Cette affaire s'ajoute à la manipulation du taux interbancaire Libor (450 millions de dollars d'amende) et aux scandales de vente forcée d'assurance crédit aux ménages britanniques et de vente de produits de couverture complexes au

PME. Pour ces deux derniers litiges, [Barclays](#) a annoncé en février une provision supplémentaire de 1 milliard de livres (1,16 milliard d'euros), portant le total à près de 3,5 milliards de livres.

Outre-Atlantique, la condamnation de la Ferc pourrait rendre plus compliquée l'opération séduction entamée par [Barclays](#) pour améliorer ses relations avec les régulateurs américains. Ces derniers veulent imposer davantage de contraintes capitalistiques aux banques étrangères. Le groupe britannique n'est pas cité dans les courriers de la Fed, révélés mardi par Bloomberg, qui donneraient un délai supplémentaire à certains groupes comme [Deutsche Bank](#). Cette dernière fait toutefois l'objet d'investigations de la Ferc, tout comme [JPMorgan](#). Celle-ci serait selon le *Wall Street Journal* d'hier proche d'un accord à l'amiable en consentant de verser près d'un milliard de dollars.

9

Bank of America serre les coûts pour rester dans la course

Le groupe américain a diminué fortement ses dépenses au deuxième trimestre et entend regagner des parts de marché en crédit immobilier

par AMÉLIE LAURIN

Comme ses compatriotes, [Bank of America](#) a dépassé les attentes au deuxième trimestre. Le groupe de Charlotte a publié hier un résultat net en hausse de 63%, à 4,01 milliards de dollars (3 milliards d'euros). Si son produit net bancaire a progressé de 3% sur un an, à 22,95 milliards de dollars, il a surtout réduit ses provisions sur créances douteuses (-32%) et ses dépenses.

Ses coûts ont diminué d'un milliard d'euros d'une année sur l'autre, à 16 milliards de dollars. [Bank of America](#) vise au total 8 milliards d'économies annuelles d'ici à fin 2014. Outre la division par deux des frais de litiges, les efforts du deuxième trimestre ont porté sur la division des actifs gérés en extinction et sur les frais de personnel. Le groupe compte 257.000 salariés, 6,6% de moins qu'il y a un an. La *bad bank* interne a

perdu à elle seule 10.000 salariés mais en mobilise encore 31.000. Les objectifs de cette division ont été relevés. A fin 2013, ses dépenses courantes devraient passer sous la barre des 2 milliards de dollars par trimestre, contre 2,1 milliards escomptés auparavant, et le nombre de prêts litigieux d'une durée de plus de 60 jours devrait être inférieur à 375.000 (contre 400.000).

La bonne santé des divisions opérationnelles a aussi permis d'améliorer les résultats. Depuis la reprise en main du groupe par Brian Moynihan en 2010, [Bank of America](#) n'avait connu que quatre trimestres en progression. Celui-ci a été marqué par le bond des commissions de la banque d'investissement (+36%) et des revenus du courtage actions (+53%) qui ont contrebalancé la moindre performance des taux et changes dans l'attente des annonces de la Fed sur sa politique

monétaire. La banque commerciale et la gestion d'actifs se sont également bien tenues, avec des résultats en hausse malgré une légère érosion de ses revenus.

Le pôle immobilier a en revanche creusé ses pertes, passées de 744 millions à 937 millions de dollars. Au premier trimestre, elles avaient même atteint 2,16 milliards de dollars. [Bank of America](#) n'en espère pas moins reconquérir du terrain, alors que les leaders [Wells Fargo](#) et [JPMorgan](#) prédisent une baisse de la demande après la hausse des taux d'intérêt. Devenu numéro un des prêts immobiliers américains en 2008 après l'acquisition -malheureuse- de Countrywide, [Bank of America](#) a depuis été rétrogradée à la quatrième position.

Les banques refusent de transférer les comptes en déshérence à la CDC

La Cour des comptes veut améliorer la recherche des bénéficiaires de comptes et contrats d'assurance vie non réclamés, estimés à 4 milliards d'euros

par AMÉLIE LAURIN

Les banques voient d'un mauvais œil les dernières propositions de la Cour des comptes. Dans un rapport présenté hier à la commission des finances de l'Assemblée nationale, elle propose que la Caisse des dépôts (CDC) récupère les avoirs bancaires et les assurances vie non réclamés deux ans après le décès de leur titulaire, ainsi que les comptes bancaires inactifs depuis plus de dix ans. Aujourd'hui, ils sont transférés à l'Etat au bout de trente ans. Ce dispositif compléterait les règles actuelles de recherche des bénéficiaires, imposées aux seuls assureurs.

«*Nous sommes pour une définition législative des comptes inactifs*», mais «*les banques sont en mesure de gérer ces comptes*», tranche Pierre Minor, président du comité juridique de la Fédération bancaire française. Devant les députés, il a récusé le transfert des avoirs à la CDC, la liquidation des coffres forts de

clients ou encore le plafonnement des frais perçus sur les comptes inactifs.

Egalement auditionnée, la Fédération française des sociétés d'assurance préfère pointer les efforts croissants de ses adhérents mais n'est pas opposée au projet. Dans leur lettre mensuelle, les mutuelles du Gema plaident que les contrats en déshérence «*doivent revenir à l'ensemble des souscripteurs présents*

Préserver le capital des ayants droit

dans la mutuelle et non pas à l'Etat».

En dehors de quelques aménagements prévus dans la loi bancaire, «*le ministre [de l'Economie] pourrait recevoir avec bienveillance une proposition de loi*» sur les comptes en déshérence, assure Christian Eckert, rapporteur général de la commission des finances.

Outre le calendrier législatif chargé,

divers points techniques pourraient faire débat. La [Cour des Comptes](#) veut par exemple la liquidation des titres non négociables (SCPI, etc.) mais le transfert des comptes titres classiques à la CDC. Comme les autres avoirs, ils seraient liquidés au bout de la prescription trentenaire, qui pourrait être réduite. La CDC pourrait prélever des frais de gestion plafonnés aux intérêts dus mais aurait l'«*obligation de ne pas entamer le capital des avoirs transférés*», assure Didier Migaud, premier président de la Cour.

Selon elle, les encours non réclamés s'élèvent au moins à 1,2 milliard d'euros côté banques: 918 millions sur des Livrets A des Caisses d'Epargne et de la Banque Postale, et 298 millions sur des comptes inactifs de cinq banques. Côté assureurs, les contrats vie en déshérence représentaient au minimum 2,76 milliards d'euros en 2011.

10

Paris et Bruxelles discutent de l'avenir du Crédit immobilier de France

Le Trésor rencontre aujourd'hui la Commission pour évoquer la restructuration du prêteur. La garantie de l'Etat coûte 13 millions d'euros par mois au CIF

par ALEXANDRE GARABEDIAN

Nouvelle étape dans la résolution ordonnée du Crédit immobilier de France (CIF). Le Trésor et les services de la Commission européenne se rencontrent aujourd'hui pour discuter du plan de restructuration du prêteur, sauvé par l'Etat il y a un an. Ramon Fernandez, le directeur du Trésor, l'a indiqué hier devant la commission des finances de l'Assemblée.

Parmi les sujets sur la table: les fonds propres du CIF, son projet stratégique, et la possibilité d'instituer un service d'intérêt économique général (Sieg). Une option poussée par la direction de la banque, mais rejetée par le Trésor, qui estime que le marché finance l'accession sociale à la propriété. La date-butoir pour la remise du plan de restructuration à Bruxelles pourrait aussi être décalée. Elle a été fixée au 22 août, six mois après

l'entrée en vigueur de la garantie temporaire de l'Etat qui permet à l'établissement de se refinancer. Son report donnerait à la banque plus de temps pour boucler des cessions d'actifs.

Les candidats intéressés à la reprise de certaines activités du groupe avaient en effet jusqu'au 15 juillet minuit pour soumettre leurs offres de rachat. Les entités n'ayant pas fait l'objet d'une offre seront réputées non viables et devront donc être intégrées dans le plan de résolution ordonné.

De sources concordantes, la filiale de courtage Assurances & Conseils a reçu plusieurs offres. Deux autres entités sont en balance: la Sofiap, une société commune avec la SNCF, et la Banque Patrimoine et Immobilier (BPI), spécialisée dans la clientèle patrimoniale. La BPI affichait fin 2012 un total de bilan de 4,1 milliards d'euros et a dégagé l'an dernier 42 millions de produit net

bancaire pour une perte nette de 6,8 millions. Plutôt qu'une vente en bloc, les marques d'intérêt viseraient certains métiers, notamment les services aux administrateurs de biens, seuls pourvoyeurs de dépôts.

En décrochant le feu vert définitif de Bruxelles, la banque espère notamment abaisser le coût de la garantie de l'Etat. Celle-ci, plus chère lorsqu'elle est provisoire, lui coûte 13 millions d'euros par mois. Il faudra y ajouter cette année le provisionnement du plan social que le CIF va mettre en œuvre en 2014, et qui concernera autour de 1.300 à 1.400 salariés sur un total de 2.300. Autant dire que, selon un proche du dossier, la banque accusera en 2013 des pertes qui dépasseront la centaine de millions d'euros.

CETTE SEMAINE DANS L'AGEFI HEBDO

www.agefi.fr

L'AGEFI HEBDO

TOUS LES MÉTIERS DE LA FINANCE

Dodd-Frank, Emir...
la réglementation
va modifier la donne
pour les banques
d'investissement.

DÉRIVÉS

LA BFI DOIT SE RÉINVENTER

N° 382 // du 18 au 24 juillet 2013 // 6,50 €

RESTRUCTURATIONS
LES BANQUES À LA
MANŒUVRE DANS LES LBO



Découvrez L'AGEFI HEBDO, rendez-vous sur www.agefi.fr

TAUX & CHANGES

INDICES OBLIGATAIRES BARCLAYS CAPITAL					
	Adjusted Duration	Total Return	M-T-D Return	Y-T-D Return	Inception Return
US Treasury	5,15	0,10	-0,06	-2,16	1919,90
1 - 3 years	1,91	0,03	0,09	0,10	150,17
3 - 5 years	3,82	0,08	0,17	-1,12	226,43
5 - 7 years	5,75	0,09	0,07	-2,85	273,25
7 - 10 years	7,82	0,15	-0,13	-4,30	302,96
10+ years	16,21	0,40	-1,11	-8,85	2693,00
US Corporate	6,79	0,22	0,75	-2,88	2270,70
US High Yield	4,24	0,27	1,76	3,20	1419,70
Euro-Aggregate	5,65	0,09	0,75	0,88	110,36
Treasury	6,35	0,07	0,76	0,84	109,75
1 - 3 years	1,90	0,03	0,31	0,83	74,16
3 - 5 years	3,66	0,05	0,67	0,78	100,47
5 - 7 years	5,33	0,07	0,92	1,29	119,47
7 - 10 years	7,20	0,09	1,13	1,30	127,42
10+ years	12,45	0,11	0,91	0,26	149,77
Corporate	4,41	0,10	0,90	0,99	110,69
Financial	4,10	0,11	0,93	1,18	107,36
Industrial	4,63	0,10	0,90	0,65	116,51
Utility	4,95	0,06	0,81	1,58	131,13
AAA	6,03	0,12	0,82	-0,52	111,35
AA	6,15	0,05	0,84	-0,37	101,05
A	4,55	0,11	0,89	1,43	97,24
BAA	5,24	0,06	0,56	3,30	116,06
Sovereign/Supra.	5,82	0,15	0,84	-0,27	117,38
Collateralised	4,20	0,11	0,44	1,54	108,68
Euro-Aggregate 500+	5,66	0,09	0,75	0,87	110,68
Euro High Yield	3,52	0,09	1,04	3,42	139,02

NIVEAUX MOYEN D'EMISSION SUR LES TCN										MàJ : 11-07-2013		
Echéance	1 mois	2 mois	3 mois	4 mois	5 mois	6 mois	9 mois	1 an				
Corporates												
A-1+/P-1/F-1+	-2,5	-1,3	0,0	0,0	3,7	6,0	9,3	13,7				
A-1/P-1/F-1	-0,7	1,1	2,4	5,7	9,2	12,8	19,3	24,7				
A-2/P-2/F-2	2,3	4,8	6,8	11,7	20,8	23,8						
A-3/P-3/F-3	19,3	27,3	35,8									
ABCP												
A-1+/P-1/F-1+	1,0	2,7	7,0	N/A	N/A	N/A						
A-1/P-1/F-1	4,8	4,5	9,0	N/A	N/A	N/A						
Banques												
A-1+/P-1/F-1+	-10,8	-6,8	0,0	1,5	2,5	4,5	9,5	15,5				
A-1/P-1/F-1	-5,7	-1,2	5,0	8,3	10,5	14,0	23,8	31,8				
A-2/P-2/F-2	2,8	10,3	20,8	23,7	32,7	53,8						
Supras												
A-1+/P-1/F-1+	-10,0	-7,0	-5,5	-4,0	-2,5	-0,7	2,3	4,0				

Les niveaux sont des niveaux estimatifs. L'index est contribué par 4 contributeurs avec un minimum de 2 contributeurs par niveau.

EuroMTS Index (ex CNO-Etrix)							
	1-3 ans	3-5 ans	8-7 ans	7-10 ans	10-15 ans	+15 ans	Global ans
Index	136,25	140,68	143,95	146,70	150,62	155,98	143,50
Duration	1,95	3,55	5,24	7,27	9,72	13,94	6,37
Modified Duration	1,88	3,41	5,03	6,97	9,30	13,32	6,10
Convexity	5,59	15,90	32,46	61,35	110,99	264,71	76,11
Average Coupon	3,92	5,29	4,41	4,00	4,23	5,52	4,59
Average Maturity	2,04	3,93	5,96	8,65	12,47	23,94	8,85
Average Yield	4,06	4,14	4,20	4,31	4,52	4,67	4,43
Weight	25,75	21,76	12,62	19,78	5,44	14,66	100,00
Index Change	0,09	0,18	0,25	0,26	0,24	0,28	0,20
Yield Change	-0,03	-0,04	-0,03	-0,02	-0,02	-0,01	-0,02

ACTIONS

Indices Français						
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)		
CAC 40	3872,02	0,55	4072,24	28/05/2013	3065,47	25/07/2012
SBF 120	2994,00	0,45	3129,00	28/05/2013	2365,75	25/07/2012
SBF 250	2924,13	0,45	3054,03	28/05/2013	2315,41	25/07/2012
Europe						
DJ Stoxx 50	2692,41	0,61	2845,35	22/05/2013	2366,01	26/07/2012
DJ Euro Stoxx 50	2681,88	0,61	2851,48	28/05/2013	2142,46	25/07/2012
DJ Stoxx 600	297,04	0,59	311,07	22/05/2013	249,77	25/07/2012
FT Eurofirst 100	3522,19	0,79	3711,77	22/05/2013	3029,24	26/07/2012
Allemagne						
Dax	8254,72	0,00	8557,86	22/05/2013	6324,53	26/07/2012
Grande-Bretagne						
FTSE 100	6571,93	0,24	6875,62	22/05/2013	5478,02	25/07/2012
Espagne						
Ibex 35	7812,70	0,19	8755,90	28/01/2013	5905,30	23/07/2012
Italie						
S&P / MIB	15695,03	1,06	17983,63	30/01/2013	12295,76	25/07/2012
Suisse						
SMI	7928,15	-0,06	8411,30	22/05/2013	6165,89	24/07/2012
Pays-Bas						
AEX	366,06	0,53	373,31	28/05/2013	311,13	25/07/2012
Belgique						
BEL 20	2635,13	0,47	2750,35	22/05/2013	2167,96	25/07/2012
Danemark						
KFX	540,10	1,13	564,61	05/03/2013	462,56	23/07/2012
Finlande						
HEX	6198,20	0,65	6491,15	22/05/2013	4915,11	23/07/2012
Norvège						
OBX	457,11	0,34	459,21	28/05/2013	378,71	25/07/2012

Indices Américains							
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)			
Etats-Unis							
DJ Industrial	15470,52	0,12	15542,40	22/05/2013	12471,49	16/11/2012	
S&P 500	1680,91	0,28	1687,18	22/05/2013	1329,24	24/07/2012	
Nasdaq Composite	3610,00	0,32	3615,79	17/07/2013	2810,80	16/11/2012	
Nasdaq 100	3085,28	0,25	3090,89	17/07/2013	2494,38	16/11/2012	
Canada							
S&P / TSX	12568,77	0,41	12904,70	12/03/2013	11416,49	23/07/2012	
Mexique							
Bolsa	40240,19	1,46	46075,04	29/01/2013	37034,30	24/06/2013	
Brésil							
Bovespa	47407,31	1,15	63472,55	03/01/2013	44107,06	05/07/2013	
Indices asiatiques							
	Jour	Var.	PH (52 semaines)	PB (52 semaines)			
Japon							
Nikkei 225	14615,04	0,11	15942,60	23/05/2013	8328,02	25/07/2012	
Topix	1213,24	0,22	1289,77	23/05/2013	703,31	25/07/2012	
Hong-Kong							
Hang Seng	21371,87	0,28	23944,74	04/02/2013	18710,59	25/07/2012	
Australie							
S&P / ASX	4981,68	-0,09	5249,60	15/05/2013	4084,40	25/07/2012	
Chine							
Shanghai A	2140,38	-1,01	2558,83	18/02/2013	1935,59	25/06/2013	
Corée du Sud							
Kospi	1887,49	1,13	2042,48	03/01/2013	1758,99	25/07/2012	
Taiwan							
Taipei Wght	8258,95	-0,01	8439,15	22/05/2013	6922,73	25/07/2012	
Thaïlande							
SET	1458,08	0,46	1649,77	21/05/2013	1172,92	26/07/2012	
Indonésie							
Jakarta Composite	4679,00	0,75	5251,30	21/05/2013	3964,81	25/07/2012	
Inde							
BSE	3208,33	-0,52	3464,79	22/05/2013	2931,60	16/11/2012	

L'AGEFI

L'Agence économique et financière fondée en 1911 - 8 rue du Sentier, Paris 2e - Site Internet : www.agefi.fr Pour joindre directement vos correspondants : Par téléphone : Standard 01 53 00 26 26 - Rédaction (2703) - Par fax : Administration (2627) - Rédaction (2728) - Par e-mail : 1^{er} lettre du prenomnom@agefi.fr. **Rédaction** Directeur général, directeur de la publication, directeur éditorial : Philippe Mudry (2704), Directeur général délégué en charge de la gestion et du développement : François Robin (2634), Directeur commercial : Laurent Luiset (2692) **Rédaction** Rédacteur en chef : Alexandre Garabedian (2646), Rédacteur en chef adjoint : Olivier Pinaud (2608), Rédacteurs : Yves-Marc Le Réour (2667), Patrick Aussannaire (2661), Antoine Duroyon (2747), Bruno de Rouilhac (2737), Antoine Landrot (2719), Amélie Laurin (2658), Benoît Menou (2721), Solenn Poullennec (2712), Bruno Sillard (2743), Secrétaire de la rédaction : Laurence Cattelan (2703) **Edition-Réalisation** Rédacteur en chef technique : Philippe Bonnet (2742), Régine Kuhn (2735) **Diffusion-Abonnements-Éditions** Service abonnements : Tel : 01 53 00 26 62 - Fax : 01 53 00 27 25 E-mail : abonnements@agefi.fr. Directrice marketing client : Cécile Valéri, Responsable réabonnement : Armelle Dutheil (2722), Service relation client : Sabrina Del Rosario (2662), Catherine Mosqueron (2612), Responsable des éditions : Marie-Caroline Crabos (2716) **Publicité** Directeur de la publicité : Anne-Sophie Belin (2680). Publicité commerciale et web : Directeur de Clientèle : Angélique Bertaout (2637), Chef de Publicité : Claire Vanel (2644). Publicité financière : Directeur de Clientèle : Adeline Tisseyre (2603). Publicité internationale : Directeur : David Caussieu (06 07 40 54 53). Trafic Manager (print et web) : Nathalie Kuras (2736). **Marketing-Multimédia** Directrice : Laetitia Menesguen, Chef de projet : Alexandra Thiellert, Chef de produit acquisition : Anais Dos Santos, Webmaster : Audrey Rouger **Administration-Finance** Responsable administratif et financier : Laurence Limousin (2688), Chef du service informatique : Jean-François Martins (2709). L'Agefi Quotidien est édité par : AGEFI SA, capital : 7029000€, siège social : 8, rue du Sentier Paris 2e, RCS : Paris B 334 768 652, Siret : 33476865200052, TVA intracommunautaire : FR 75 334 768 652. Principal actionnaire : FININTEL, N° Commission Paritaire : 0515 W 90405, N° ISSN : 1776-3193

IBM relève ses perspectives annuelles

Le groupe de services informatiques a relevé hier soir ses objectifs annuels à la faveur de ses mesures de réduction des coûts. IBM a également publié un bénéfice au titre du deuxième trimestre supérieur aux attentes, à 4,3 milliards de dollars contre 3,51 milliards l'an passé. Le chiffre d'affaires a pourtant reculé de 3% à 24,9 milliards. Le groupe vise désormais un bénéfice net non GAAP par action de 16,90 dollars, 20 cents de mieux que sa précédente estimation, et hors une charge d'un milliard de dollars pour restructuration. IBM a également fait savoir qu'un «*bénéfice exceptionnel important au second semestre*» qu'il anticipait «*ne sera sans doute pas réalisé*» d'ici à la fin de l'année. Plusieurs courtiers ont réduit leurs objectifs de cours pour la valeur ces dernières semaines, se préoccupant de l'évolution de la croissance du chiffre d'affaires et des performances médiocres récemment délivrées par les concurrents Oracle et Accenture.

Le AAA de la Suède confirmé par Fitch

L'agence a maintenu la note optimale allouée à la dette souveraine suédoise, avec une perspective stable. [Fitch](#) souligne que le pays dispose d'une économie développée, diversifiée et solide, marquée par une reprise soutenue, une inflation basse et des finances publiques saines.

Scor affiche un bilan provisoire pour les inondations canadiennes

Le réassureur a indiqué que les inondations survenues en juin dans la province d'Alberta au Canada pourraient lui coûter une perte nette de 40 millions d'euros (avant impôts et après rétrocessions et reconstitutions). Scor n'exclut pas de revoir à la hausse cette prévision face au «*sinistre assuré le plus important de l'histoire du Canada*».

La Banque Postale au service des collectivités locales

[La Banque Postale](#) s'est félicitée d'avoir «*franchi la barre*» du milliard d'euros de crédits à moyen et long termes et des trois milliards tous crédits confondus dans le cadre de son activité, lancée l'an passé, de financement des collectivités locales. La banque assure ainsi respecter pleinement sa promesse de

jouer un rôle de «*banque des territoires*».

Un milliard d'euros pour un parc d'immeubles parisiens de prestige

Le promoteur immobilier italien Risanamento met en vente selon [Le Figaro](#) un portefeuille d'immeubles pour l'essentiel situés dans le Triangle d'or parisien et dont la valeur pourrait atteindre un milliard d'euros. La vente, sous la houlette de la banque [Leonardo](#), a de quoi selon le quotidien «*intéresser beaucoup d'acheteurs*» comme des fonds souverains ou des compagnies d'assurance.

La Maif reprend espoir contre IBM

La Cour de cassation a cassé le mois dernier le jugement de 2011 de la cour d'appel de Poitiers condamnant la mutuelle d'assurance dans le cadre du conflit l'opposant au groupe américain depuis 2004 concernant les modalités d'exécution d'un contrat d'intégration d'un progiciel de gestion de la relation client. La Cour de cassation a renvoyé l'affaire devant la cour d'appel de Bordeaux.

Des «vents contraires» font trembler eBay
Le groupe américain

d'enchères en ligne a eu beau publier hier des résultats trimestriels de bonne facture, l'attention des investisseurs s'est portée sur des prévisions plus faibles qu'attendu au titre du troisième trimestre en cours et, surtout, sur un commentaire du directeur général John Donahoe faisant état de «*vents contraires*» en Europe et en Corée du Sud pour le second semestre.

Eric Le Gentil devient PDG de Mercialys

[Mercialys](#) a annoncé la nomination d'Eric Le Gentil au poste de PDG après la démission pour raisons personnelles du directeur général Lahlou Khelifi, nommé en février dernier lors d'une réorganisation de la direction de la foncière spécialisée dans les centres commerciaux. Eric Le Gentil était déjà président du conseil d'administration depuis cette réorganisation opérée à l'issue du programme de cessions d'actifs visant à recentrer la société dont Casino détient 40,17%.

Londres doit s'activer pour la croissance, selon le FMI

Le Fonds monétaire international a renouvelé son appel en direction du gouvernement britannique afin qu'il soutienne davantage

la croissance. «*L'économie reste loin d'une reprise forte et durable*», selon le FMI, qui indique que «*malgré la flexibilité, la consolidation a porté atteinte à la croissance*». Cette dernière est attendue par l'institution de Washington à 0,9% en 2013. Le nombre de demandeurs d'emploi a baissé plus vite que prévu en juin, enregistrant son huitième mois consécutif de déclin.

L'OICV atténue ses exigences sur les taux de référence

L'Organisation internationale des commissions de valeurs a accordé aux banques des marges de manœuvre dans les méthodes de calcul des *benchmarks* comme le Libor. L'OICV tente de mettre en œuvre des recommandations à visée internationale afin de prévenir tout conflit entre pays. Après avoir évoqué sa forte préférence pour l'utilisation de données de transactions, l'organisation a indiqué hier que «*cela ne veut pas dire que la détermination de tout indice de référence doit être basée uniquement*» sur ces données effectives de marché.

13

D'autres essentiels à lire sur notre site :



Fitch sanctionne les banques françaises après la France

L'agence a abaissé les notes des principales banques françaises, conséquence directe d'une action similaire vendredi privant la France de son dernier AAA. Les notes long terme du Crédit Agricole, de la Société Générale et de BPCE passent de «*A+*» à «*A*», celles à court terme de [BNP Paribas](#) et du Crédit Mutuel de «*F1+*» à «*F1*».

Banque dépositaire - conservateur

Administration de fonds

Services aux émetteurs

www.caceis.com



caceis
INVESTOR SERVICES

solid & innovative

Nelson Peltz sur tous les fronts

L'investisseur revient sous les feux de la rampe par le biais de deux dossiers. Son véhicule d'investissement Triam Fund Management aurait tout d'abord selon CNBC constitué une «très grosse part» au capital du géant américain de la chimie DuPont. Nelson Peltz a refusé de commenter lors d'une conférence financière organisée par la chaîne de télévision. L'actionnaire activiste a tout de même mis en lumière un autre dossier en estimant que PepsiCo serait bien inspiré de mettre la main sur Mondelez. A raison de 35 dollars par titre selon l'investisseur, la transaction atteindrait 62 milliards de dollars. PepsiCo, qui a précédemment indiqué ne pas rechercher d'opérations majeures, ferait face à un «carrefour stratégique» et tout statu quo est «intenable». Faute de se lancer dans l'aventure, le groupe devrait selon l'actionnaire scinder ses activités de confiserie et de boissons.

L'aide à la Grèce est financée jusqu'à l'été 2014

L'aide financière versée par l'Union européenne à la Grèce est financée pour les douze prochains mois, mais un petit déficit demeure pour la fin 2014, selon la Commission européenne.

La SNCM contestera sa condamnation devant la justice européenne

Après l'Etat français, la Société nationale Corse-Méditerranéenne a annoncé son intention de contester devant la justice européenne sa condamnation à rembourser 220 millions d'euros d'aides publiques, qui risque de précipiter la faillite de la compagnie maritime.

Monsanto dépose les armes en Europe

Le patron de Monsanto pour l'Europe, Manuel Madero, a indiqué à Reuters que le groupe d'agrochimie retirerait dans les prochains mois toutes ses demandes d'homologation en cours de nouvelles cultures OGM (organismes génétiquement modifiés) dans l'Union européenne en raison de l'absence de perspectives commerciales pour ces technologies.

BHP enregistre un production record de minerai de fer

BHP Billiton a fait état d'une production annuelle sans précédent de minerai de fer à 187 millions de tonnes, soit une hausse de 9%, et a annoncé que le développement de ses opérations australiennes se déroulait plus vite que prévu. Le groupe précise que son objectif d'accroître sa production à 220 millions de tonnes sera réalisé d'ici à la fin 2013.

L'UE enquête sur le transfert de réseaux à Numericable

La Commission européenne a annoncé l'ouverture d'une enquête approfondie pour déterminer si le transfert d'infrastructures câblées à l'opérateur français entre 2003 et 2006 a enfreint la réglementation sur les aides d'Etat. L'exécutif européen relève que Numericable a bénéficié de ce transfert sans contrepartie, ce qui pourrait lui conférer un avantage économique substantiel par rapport à ses concurrents.

L'Assemblée entérine la réforme bancaire

Les députés ont définitivement adopté hier le projet de loi de réforme bancaire prévoyant notamment un cantonnement des activités jugées spéculatives, une

transparence accrue quant aux activités dans les paradis fiscaux ou une limitation de certains frais bancaires. Il s'agit aux yeux de la députée Karine Berger, rapporteure du texte, d'une «étape très importante» du chantier de régulation de «cette finance avide et cupide».

Le FMI appelle Pékin à presser le pas des réformes

La Chine doit, selon le Fonds monétaire international, lancer un nouveau cycle de réformes décisives si elle veut être certaine de maintenir son taux de croissance à un niveau élevé, ses marges de sécurité devenant de plus en plus minces alors que s'intensifient ses difficultés internes. Le FMI, qui table sur une hausse du PIB de 7,75% cette année, souligne que la Chine doit une partie de sa croissance à la conjugaison d'investissements, de crédits et de soutien public, mais que ce schéma n'est pas viable.

La famille Ligresti dans les filets de la police italienne

La police italienne a annoncé sa décision d'arrêter l'ancien président de Fondiaria-Sai Salvatore Ligresti, ses trois enfants et deux anciens administrateurs délégués de la

société d'assurance. L'enquête menée par le parquet financier de Turin porte sur des soupçons de falsification de bilan et de manipulation du marché. Unipol a volé l'an passé au secours de Fondiaria-Sai, écartant au passage la famille Ligresti, mais l'exécution de leur accord de rapprochement a pris du retard du fait d'obstacles réglementaires et légaux.

Axa PE en passe de s'inviter au capital d'Elior

Le consortium mené par [Axa Private Equity](#) serait favori pour l'acquisition d'une part du groupe français de restauration collective après avoir relevé son offre de 250 millions d'euros le week-end dernier pour valoriser la cible à 3,7 milliards, selon *Les Echos*. Les concurrents CVC Capital et [BC Partners](#) auraient également relevé leur offre mais seraient distancés dans les pourparlers. Le quotidien croit savoir que les propriétaires actuels du groupe, au premier rang desquels Charterhouse et Chequers, pourraient conserver 51% du capital.

D'autres essentiels à lire sur notre site :



Le taux du Livret A vers 1,25%

Le *Figaro* indiquait hier soir que l'«affaire est enfin tranchée», le gouvernement ayant, «après plusieurs jours d'hésitations», décidé de suivre la recommandation du gouverneur de la [Banque de France](#) d'abaisser de 0,5 point à 1,25% le taux du Livret A. L'annonce est attendue ce matin par les ministres du Logement et de l'Economie, Cécile Duflot et Pierre Moscovici.

Nordea

Combining the best of Big and Boutique*



Contactez-nous au +33 1 56 43 50 29

www.nordea.fr

Investment Funds

*Combiner la taille d'un grand groupe et l'esprit boutique

NOMINATIONS

AGNÈS TRAN-POMMEL Directeur de la communication des réseaux France, membre du comité exécutif banque de détail en France, **BNP Paribas**. ESLSCA Paris Business School. BNP Paribas (depuis 1993) : différentes responsabilités au sein des équipes marketing, dans un groupe d'agences en Dordogne puis dans les équipes BNP



Gestion, responsable de la communication pour la Banque Privée France (2000), responsable de la communication de BNP Paribas Wealth Management Networks puis responsable de la marque BNP Paribas Wealth Management (2011), directeur de la communication des réseaux France (depuis 2013).

CORINNE FIZE
Directeur des systèmes d'information des réseaux France, membre du comité exécutif banque de détail en France, **BNP Paribas**. Ecole polytechnique féminine - EPF. Début de carrière dans le monde bancaire au Crédit Lyonnais (1983) dans le développement, le pilotage de projets et l'architecture des systèmes d'information, directeur des études de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (1995), concepteur d'une structure transversale pour piloter des projets internes au Crédit Lyonnais (2000). Crédit Agricole : responsable de la production informatique et coordinateur du GIE Silca (2005) puis directeur général adjoint. BNP Paribas (depuis 2008) : responsable du

département ITG SIT, directeur des systèmes d'information des réseaux France BNP Paribas (depuis 2013).

ERIC LE GENTIL
Président-directeur général, **Mercialys**. 53 ans, Ecole polytechnique (1980), IEP Paris Paris (1985). Commissaire contrôleur des assurances (1985-90), conseiller technique en charge des questions d'assurances au cabinet de Pierre Bérégovoy (1990-92), chargé de mission à la direction internationale du groupe Athena (1992), directeur du contrôle de gestion et de la comptabilité (1993) puis directeur du développement (1996) de PFA Tiard et de PFA vie ; membre du comité de direction générale en charge du réseau

des agents généraux des AGF (1998), directeur général de Generali France assurances vie et de Generali France assurances Iard (1999-02), PDG de l'Équité (2001-02), membre du comité de direction générale de Generali France (2002). Président-directeur général de Mercialys (depuis 2013).

PRISCILLE CLÉMENT
Directeur de la communication, **Sigefi Private Equity**. 40 ans, Master 2 communication des entreprises et des institutions Centre d'études littéraires et scientifiques appliquées - CELSA, DEA de droit privé. Début de carrière dans un groupe d'édition Media Participations. Responsable de la communication au sein du groupe UBS pour CCR Asset

Management et la Banque Privée. Directeur de la communication au sein du groupe Siparex (depuis 2013).

HUGHES LEGRAND
Directeur général de CBRE Artequation, **CBRE**. 60 ans, architecte DESA. En poste au sein d'Arthur Loyd (1998) puis responsable-adjoint du département d'expertise d'Arc Union, directeur technique des actifs tertiaires chez Unibail puis de la France Vie au sein de Generali Immobilier, chargé de divers projets au sein d'Artequation (1999), directeur général adjoint (2006) puis directeur général (depuis 2013) d'Artequation CBRE.

D'autres nominations à lire sur notre site :



15

L'AGEFIHEBDO



L'HEBDO
PROFESSIONNEL
DÉDIÉ À TOUS
LES MÉTIERS
DE LA FINANCE

L'AGEFI HEBDO
vous accompagne
chaque semaine
dans l'exercice
de votre métier

Informations et abonnements
sur <http://www.agefi.fr/hebdo>

Le tassement du marché mondial du PC fait le malheur d'Intel

Le numéro un mondial des puces a abaissé sa prévision annuelle de chiffre d'affaires ainsi que son objectif d'investissements

par BENOÎT MENU

Intel fait les frais des turbulences affectant le marché mondial de l'ordinateur individuel. Ce dernier subit de plein fouet le succès grandissant des tablettes et autres *smartphones* et a concédé à fin juin un cinquième trimestre consécutif de repli. Par rapport au deuxième trimestre 2012, les livraisons mondiales de PC ont chuté de 10,9% selon Gartner, à 76 millions d'unités.

Le chiffre d'affaires d'Intel, numéro un mondial des puces pour PC, a de peu manqué le consensus des analystes sur le trimestre écoulé, à 12,8 milliards de dollars, en baisse de 5,1%, pour un bénéfice net conforme aux attentes à 2,0 milliards contre 2,8 milliards il y a un an.

Mais, face à ce quatrième trimestre consécutif à fin juin de repli de l'activité, le groupe a surtout abaissé sa prévision de ventes annuelles. Le chiffre d'affaires 2013 est attendu «à peu près stable»,

contre une précédente estimation d'une hausse inférieure à 5%. Le marché chinois notamment, l'un des principaux du groupe américain, semble lui causer du souci, le directeur financier Stacy Smith concédant que les ventes y avaient reculé davantage que prévu.

Qui plus est, Intel a annoncé un nouveau ralentissement de son rythme d'investissements. Alors qu'en avril le

Le marché chinois inquiète

budget avait été revu en baisse d'un milliard de dollars à 12 milliards, le groupe table désormais sur 11 milliards, à 500 millions près. «*Tout ce que nous redoutions commence à devenir réalité*», s'est désolé l'analyste Patrick Wang d'Evercore Partners.

De quoi renforcer la pression sur le nouveau directeur général, Brian

Krzanich, arrivé en mai et pour qui c'était hier la toute première présentation trimestrielle de résultats. Il doit donner un nouvel élan à un groupe distancé dans les nouveaux produits en vogue par des concurrents comme Qualcomm. Le successeur de Paul Otellini a martelé qu'Intel devait réduire son retard.

Le groupe a dû se contenter sur le premier trimestre selon Strategy Analytics de maigres parts de 6% du marché des tablettes et de 1% de celui des *smartphones*. Alors qu'en parallèle Intel a équipé neuf PC sur dix écoulés dans le monde. Mais aux yeux d'Alex Gauna chez JMP Securities, la nouvelle ligne de processeurs ou la mise à jour du système d'exploitation Windows 8 par Microsoft pourraient ne pas suffire pour soutenir une inversion de la tendance en termes de ventes pour Intel.

16

L'AGEFI
Database

LE FICHER NOMINATIF
100 % FINANCE ET ENTREPRISES

50 000
contacts

Location et vente de fichiers qualifiés, mise à jour en temps réel

- Une offre ciblée sur le management des Grandes Entreprises et sur le Secteur de la Finance
- Des fichiers exclusifs pour vos campagnes postales ou électroniques
- Un ciblage en ligne sur <http://kiosque.agefi.fr>

CONTACT ET DEVIS

Tél. : 01 53 00 27 32 - email : database@agefi.fr